

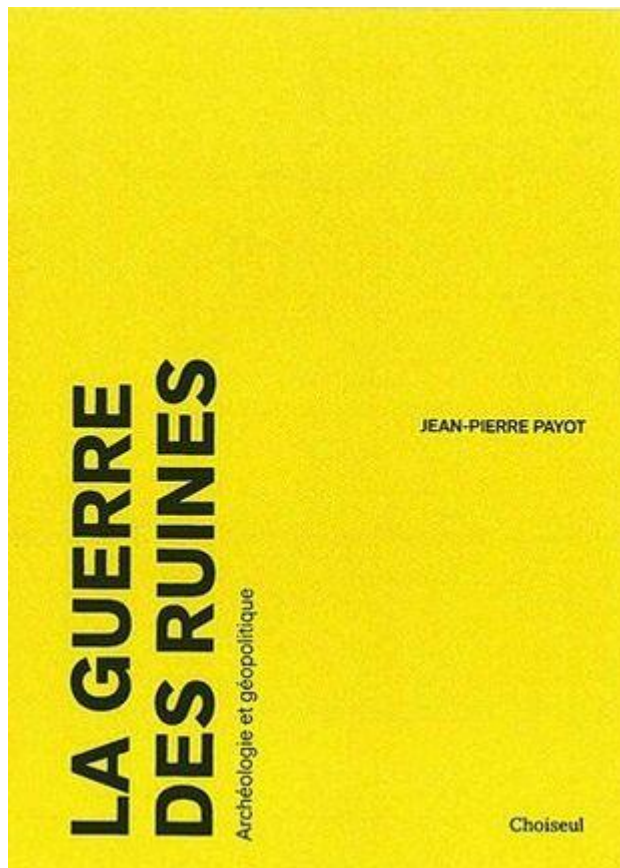
Des livres

Bénédicte Tratnjek

7 mai 2011

La guerre des ruines. Archéologie et géopolitique (Jean-Pierre Payot)

Jean-Pierre PAYOT, 2010, La guerre des ruines. Archéologie et géopolitique, Choiseul, Paris, 192 p.



Rangé indifféremment sur les étals de géopolitique et sur ceux d'archéologie dans les librairies, ce classement témoigne de la nouveauté de cet ouvrage. *La guerre des ruines* est un ouvrage très original, qui se démarque fortement par son sujet : la dimension géopolitique de l'archéologie. Parce que si construire des édifices n'est pas neutre, les restaurer, les entretenir ou les détruire ne l'est pas non plus ! C'est de ce préalable que part Jean-Pierre Payot, pour retracer dans l'histoire les nombreuses utilisations politiques de l'archéologie dans la construction d'une identité ou dans l'affirmation d'un pouvoir. A tous ceux qui auraient pu croire jusqu'à maintenant que les édifices religieux « d'antan » n'avaient que des fonctions religieuses, que les hauts-lieux étaient forcément teintés de « divinité » et de « sacralité » ou encore que la restauration de ruines ne pouvait avoir pour cause qu'une grande passion pour l'archéologie et l'histoire, Jean-Pierre Payot rappelle combien les intérêts politiques se cachent toujours derrière de tels investissements en temps, en argent et en hommes. Mais surtout, il montre combien l'idée d'une utilisation politique de l'archéologie n'est pas neuve : restaurer des ruines pour asseoir son pouvoir sur l'idée d'une « légitimité » politique accordée par

d'illustres prédécesseurs ou par des divinités n'a rien d'une « découverte » des contemporains. Mais pourquoi donc les rois, les empereurs, les chefs d'Etats qui se sont succédés à la tête d'institutions politiques pourtant très diversifiées sont-ils tant préoccupés par cette utilisation de l'archéologie, alors qu'ils sont au quotidien confrontés à des difficultés économiques, à des rivalités de pouvoir, ou encore à des menaces venant des pays voisins ? *« En construisant - ou reconstruisant - à l'aide de matériaux archéologiques une « histoire », l'objectif de ces souverains, face en particulier à d'éventuels rivaux, consiste à asseoir plus fermement leur autorité sur un territoire. Or, quoi de mieux, dans un tel cas, que la réutilisation d'un vestige - pour peu qu'il soit d'une grande portée symbolique - pour y parvenir ? Se réclamer de Mathusalem et pouvoir le « prouver » : n'est-ce pas un gage de pérennité ? Autre objectif : l'utilisation du matériel archéologique pour justifier une conquête ou une annexion. Dans ce cas encore, il suffit d'entrer en possession d'objets dont l'origine historique relie leur propriétaire au territoire, et le tour est joué. Il est dès lors possible de démontrer que si une personne est là, conquérante, ce n'est pas un hasard : ses ancêtres, déjà, la précédaient... »* (p. 11).

Et, pour convaincre le lecteur, Jean-Pierre Payot développe un nombre conséquent d'exemples (qui sont, là, le principal apport de l'ouvrage, puisqu'il s'agit pour l'auteur de réunir les différents travaux, les différentes études de cas, et des apports personnels dans un même ouvrage), qui entraînent non dans l'histoire, mais dans la (re)construction de l'histoire par des acteurs politiques ayant besoin de faire valoir des ancêtres oubliés (par exemple, le « renouveau » de Vercingétorix dans l'histoire française, personnage longtemps oublié, bien volontairement, à cause de son « barbarisme », et « restauré » au moment de l'avènement d'un nationalisme français pour lequel il devenait un nouveau « héros », une figure de résistance à la conquête de « l'Autre », un mythe du « bon Gaulois », un ancêtre « légitime » de l'identité française telle qu'elle s'est construite à la fin du XIXème siècle et au cours du XXème siècle). L'archéologie est dès lors mise au service de tels objectifs politiques : par le biais des fouilles entreprises sous les ordres de Napoléon III, elle devient un outil de création d'un mythe national. Du dernier roi de Babylone, Nabonide (que Jean-Pierre Payot considère comme le « pionnier » de l'utilisation de l'archéologie à des fins géopolitiques) aux enjeux actuels de l'archéologie préventive (née de scandales médiatiques comme la découverte, à coup de bulldozers, des thermes de Fourvière à Lyon), en passant par la passion de Napoléon III pour l'archéologie, l'auteur livre un nombre conséquent d'exemples (loin d'être géocentrés sur la France) qui permettent d'appréhender les différents enjeux des liens entre la géopolitique et l'archéologie. Différentes périodes et différentes échelles sont mobilisées dans l'ouvrage, qui se structure autour de dix chapitres, autant de portes ouvertes à des recherches sur les liens entre archéologie et géopolitique (et plus largement géographie [1]). Si des travaux importants ont développé les liens entre architecture et géopolitique, l'utilisation de l'archéologie à des fins politiques et identitaires reste moins connue.

Et pourtant, chacun des chapitres montre que ces liens sont étroits et nombreux : après avoir précisé combien cette relation du pouvoir à l'archéologie est ancienne dans un premier chapitre, Jean-Pierre Payot donne de multiples exemples de disputes territoriales, de destructions volontaires de traces archéologiques, d'instrumentalisation de la sacralisation ou de la religiosité des ruines... De la mythologisation de « héros » comme Vercingétorix ou Arminius, aux hommes politiques qui ont utilisé, voire créé, cette « héroïsation » tels que Napoléon III ou Saddam Hussein, des héros sont créés, des pouvoirs sont affirmés, des identités sont construites, au travers d'une utilisation détournée des outils archéologiques. Les liens entre archéologie et géopolitique semblent même prendre une ampleur de plus en plus importante dans certaines régions marquées par des conflictualités très fortes. Parmi les

nombreux exemples donnés par Jean-Pierre Payot, on peut citer le quartier de Silwan : « depuis quelques temps, ce quartier de Jérusalem-Est, majoritairement peuplé de Palestiniens, fait systématiquement l'objet de fouilles commanditées par Israël, au cours desquelles une grande partie de la population est déplacée. Le contrôle démographique et politique exercé par l'Etat hébreu sur cette partie de la ville ne date, en effet, pas d'aujourd'hui » (pp. 125-126). L'instrumentalisation des ruines est mise ici au service de l'identité et de « modifications coercitives du peuplement » [2] : l'archéologie est un outil qui peut être utilisé par un pouvoir pour contrôler l'espace, pour effacer la mémoire d'un peuple jugé comme « indésirable » sur un territoire, ou pour légitimer une appropriation territoriale. Parce qu'en niant certaines traces, il s'agit d'en mettre en exergue d'autres, choisies pour leur « intérêt » politique. Mais également, l'ouvrage s'intéresse à la destruction de certaines traces archéologiques, telles que les célèbres bouddhas de Bamiyan en Afghanistan (dont la destruction témoigne parfaitement de la volonté des Talibans de vouloir asseoir, avec fermeté et mise en scène, leur contrôle territorial) : il ne s'agit plus d'une mise en valeur des ruines à des fins de « mythification » d'un peuple sur un territoire, mais d'un « effacement » de la mémoire.

Jean-Pierre Payot ne se contente pas de l'échelle de l'Etat ou du local pour appréhender ces différents enjeux géopolitiques de l'utilisation, voire de la manipulation, de l'archéologie. L'échelle mondiale est ainsi questionnée, et permet de comprendre la question des trafics et des restitutions des ruines. Les vestiges deviennent des « marchandises », comme le montrent les exemples des statuettes nok, des vestiges sous-marins ou encore les trésors archéologiques de Chypre. Le « trafic des ruines » prive les territoires pillés de leurs objets archéologiques, qui sont souvent considérés comme des richesses. La question de la reconstitution met aussi en scène des rivalités de pouvoir entre les Etats - par exemple, entre les Etats qui exposent actuellement des objets qu'ils ont récupéré dans des pays qui sont depuis devenus indépendants. Ces questions sont souvent l'objet d'articles de presse, de manière éparse : les lecteurs trouveront donc, dans cet ouvrage, des clés de lecture pour comprendre les enjeux et les « dessous » de ces « scandales ». L'auteur explique que par le pillage des objets archéologiques et le trafic des vestiges, les collectionneurs provoquent une « dépatrimonialisation » des Etats : « selon l'archéologue George H. Okello Abungu, à qui l'on doit ce néologisme, il faut entendre par « dépatrimonialisation » une manière de séparer la société des seuls véritables témoins de son identité. Car ces vestiges dérobés constituent en propre des objets d'identification au territoire. En ce sens, leur vol et leur trafic, à travers des réseaux internationaux, constituent une sorte de « vol de souveraineté ». Voler un objet archéologique ne revient-il pas en effet à voler un morceau du territoire lui-même ? » (pp. 73-74). Autre sujet très médiatisé sur lequel s'attarde Jean-Pierre Payot : la question du « retour des morts », principalement dans le cas du génocide rwandais et des nettoyages ethniques en ex-Yougoslavie. Il donne à voir une autre manière d'appréhender la mémoire dans le cadre des massacres, tels que celui de Srebrenica, ville à majorité bochniaque dans le Nord de la Bosnie-Herzégovine, c'est-à-dire dans l'aire de peuplement majoritairement serbe. L'archéologie est ici mise au service de la justice internationale, les fouilles entreprises ayant pour but de révéler les charniers issus des exactions de la période de la guerre. Entre besoin de savoir de la part des proches des victimes, question de la mémoire dans le processus de réconciliation, et justice internationale veillant à la condamnation des criminels de guerre, l'archéologie « intervient a posteriori en tant qu'auxiliaire de la justice » (p. 167). Et, plus proche de notre quotidien, l'auteur conclut son ouvrage sur la question de l'archéologie en France, notamment autour de l'archéologie préventive [1]. « L'archéologie en France doit faire face à un hiatus. Alors qu'elle s'enorgueillit d'une longue histoire, ce n'est que récemment qu'elle jouit d'un certain crédit » (p. 169). Au prisme d'une approche de

géopolitique interne, l'auteur nous montre que l'archéologie - loin de l'image d'Indiana Jones - telle qu'elle est pratiquée en France, révèle de nombreux enjeux antagonistes, entre commanditaires de l'action préventive et acteurs de la construction. En effet, dès lors qu'une entreprise entreprend un chantier, elle doit d'abord faire expertiser le sol. La découverte de vestiges d'une grande importance peut être très problématique pour ces entreprises.

Les différents exemples donnés par Jean-Pierre Payot, qui constituent le cœur de son ouvrage, montrent ainsi « *la manière dont l'archéologie peut être mise à contribution pour déterminer le droit d'une communauté à occuper un territoire* ». Qu'il s'agisse de l'échelle d'un pays, d'une région ou d'une ville, ces nombreux exemples interpellent les géographes, qui ne peuvent que s'emparer d'un tel objet pour mener des analyses approfondies. Pour le lecteur curieux d'appréhender les spécificités de la géographie des ruines telles qu'elles sont mises au service de l'affirmation d'un pouvoir, l'ouvrage permet aussi de s'ouvrir à des pistes de réflexion sur la construction de l'identité par l'héroïsation de certains personnages ou par la sacralisation de certains bâtiments. Une démarche originale qui se constitue comme un « appel » à d'autres travaux sur ces questions d'ordre géopolitique, mais également géographique. En effet, dans la lignée d'une approche géographique de l'école « lacostienne », Jean-Pierre Payot fait une grande place aux acteurs : il s'attache ainsi à mettre en exergue une archéologie mise au service de discours et/ou d'actions politiques. Que ce soit dans le cadre du contrôle ou de l'aménagement du territoire, certaines strates des couches archéologiques sont mises en valeur, au détriment des autres, de celles qui n'ont pas « gagné » une valeur politique. Derrière un titre accrocheur, dans la lignée des « guerres de l'eau » ou des « guerres des terres », il ne s'agit pas pour l'auteur de parler de guerres à proprement parler, mais bien de donner des clés de lecture, à travers une multitude d'exemples (chaque chapitre est constitué d'une courte introduction/problématisation, et de deux ou trois études de cas approfondies), sur les conflictualités autour des différents usages politiques des vestiges archéologiques.

Bénédictte Tratnjek

[1] A ce propos, voir le compte-rendu du café géographique de Lyon du 16 mars 2011 : « [Sous les pavés la géographie ? Archéologie et géopolitique](#) », avec Jean-Pierre Payot (auteur de *La guerre des ruines. Archéologie et géopolitique*) et Nicolas Hirsch (archéologue).

[2] On reprend ici la notion proposée par le géographe Stéphane Rosière : « La modification coercitive du peuplement », *L'Information géographique*, vol. 71, n°1, mars 2007, pp. 7-25.